

TUNISIE

# Mandat de dépôt contre le patron de la chaîne des Guignols

**La justice tunisienne a émis un mandat pour placer en détention Sami Fehri, le patron d'Ettounissiya TV, qui diffusait l'émission satirique politique des Guignols tunisiens brusquement arrêtée la semaine dernière, a-t-on appris hier samedi auprès d'un responsable tunisien.**

Un responsable du ministère de la Justice a indiqué que le mandat de dépôt pour la détention de M. Fehri avait été émis vendredi soir, mais sans préciser les raisons de cette décision. Des collègues et amis de M. Fehri ont indiqué être au courant de ce mandat mais ne pas savoir où se trouvait l'intéressé dont le téléphone était débranché. M. Fehri a fondé sa chaîne de télévision en 2011, après la révolution qui a renversé le président Zine el-Abidine Ben Ali. Avant ces événements, il était associé au sein d'une boîte de production, Cactus, à la famille de l'épouse du chef de l'Etat déchu, les Trabelsi. Cette société a été placée sous le contrôle de l'Etat tunisien après la révolution, mais elle fournit l'essentiel du contenu de la

chaîne Ettounissiya, dont les Guignols. L'émission de marionnettes, lancée dans sa version hebdomadaire en mars avant de devenir quotidienne il y a moins d'un mois, a été brusquement arrêtée la semaine dernière, alors qu'elle traitait de manière satirique la vie politique et visait particulièrement les dirigeants du pays et d'Ennahda.

Le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) a assuré que cet arrêt était dû à des «pressions indirectes» de la part des autorités. Le SNJT et plusieurs médias accusent le pouvoir de chercher à contrôler les médias publics. Plusieurs nominations de nouveaux directeurs de journaux, radios et télévisions ont fait scandale ces dernières semaines.



M. Sami Fehri, le patron d'Ettounissiya TV.

Photo : DF

CÔTE D'IVOIRE

## Le porte-parole de Laurent Gbagbo en exil arrêté au Ghana

**Justin Koné Katinan, porte-parole en exil de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo, visé par un mandat d'arrêt international émis par Abidjan, a été arrêté au Ghana, a-t-on appris samedi auprès de sa famille.**

«Il a été arrêté hier (vendredi) à Accra par la police ghanéenne en provenance de Johannesburg», a déclaré à l'AFP un membre de sa famille joint depuis Abidjan par téléphone dans la capitale ghanéenne.

«Cette fois, c'est la bonne», a indiqué une source gouvernementale ivoirienne, alors que l'arrestation de cette figure de proue du régime déchu avait été annoncée à tort il y a quelques mois.

Une délégation ivoirienne est partie le chercher à Accra et «il devrait être ramené à Abidjan dans la journée», a-t-elle affirmé.

«Il a eu sa femme au téléphone, il lui a dit qu'il n'est pas question de l'extrader», a cependant assuré le membre de sa famille contacté à Accra, selon lequel «son statut de réfugié poli-

tique vient d'être renouvelé». La police ghanéenne n'a pas confirmé dans l'immédiat cette arrestation. «Je ne suis pas au courant de cette information», a dit à l'AFP Prosper Agblor, responsable du Département des investigations criminelles.

M. Katinan a été ministre du Budget de M. Gbagbo durant la crise postélectorale (décembre 2010-avril 2011) qui a fait quelque 3 000 morts et s'est conclue après deux semaines de guerre par la chute de son mentor, qui refusait de reconnaître sa défaite à l'élection de novembre 2010. Il est visé depuis août 2011 par un mandat d'arrêt pour «crimes économiques», la justice ivoirienne le tenant pour l'un des instigateurs de ce que le régime du chef de l'Etat Alassane Ouattara considère comme un «braquage» des agences ivoiriennes de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pendant la crise.

Adversaire virulent du nouveau pouvoir, il était en exil et basé au Ghana depuis la fin de la crise et avait été nommé porte-parole de l'ancien président. M. Gbagbo a été arrêté le 11 avril 2011 par les forces pro-Ouattara et est détenu depuis fin 2011 à La Haye par la Cour

pénale internationale (CPI), qui le soupçonne de crimes contre l'humanité.

### Changement de pouvoir à Accra

C'est le deuxième mandat d'arrêt international émis par la justice ivoirienne visant des personnalités du camp Gbagbo en exil à être exécuté. Avant lui, l'ancien ministre de la Défense Moïse Lida Kouassi avait été arrêté au Togo le 6 juin et extradé en Côte d'Ivoire.

L'arrestation de M. Katinan, considéré comme un «dur» du camp Gbagbo, intervient en plein regain de tension en Côte d'Ivoire, après une vague d'attaques meurtrières contre l'armée et des expéditions menées par des inconnus armés au siège de l'ex-parti au pouvoir, le Front populaire ivoirien (FPI), et dans les locaux d'un groupe de presse pro-Gbagbo.

Après les attaques contre l'armée, le pouvoir ivoirien a accusé des miliciens et militaires pro-Gbagbo qui bénéficieraient du soutien d'exilés au Ghana, ce que le FPI a récusé.

De nombreux responsables politiques et militaires de l'ex-régime ont trouvé refuge dans

la région après la crise, principalement au Ghana. Abidjan a demandé jusque-là en vain l'exécution des mandats d'arrêt visant certains d'entre eux, mais a repris espoir avec l'arrivée au pouvoir du nouveau président ghanéen John Dramani Mahama, installé après le décès le 24 juillet de son prédécesseur John Atta Mills.

A la suite de la crise postélectorale, une vingtaine de personnalités du régime déchu restent inculpées et incarcérées pour génocide, crimes de sang, atteinte à la sûreté de l'Etat ou crimes économiques.

L'ex-ministre Alphonse Douati a été arrêté le 18 août à Abidjan, inculpé et incarcéré pour «atteinte à la sûreté de l'Etat».

Alors que les forces pro-Ouattara sont aussi accusées de crimes durant la crise, y compris par une commission d'enquête ivoirienne qui leur a imputé plus de 700 morts, aucune figure du camp présidentiel n'a encore été inquiétée, alimentant des accusations récurrentes de «justice des vainqueurs».

## La diplomatie française en quête de lignes directrices

**Après l'interventionnisme sarkozyen symbolisé par l'affaire libyenne, le président socialiste François Hollande, accusé d'attentisme sur la Syrie, donnera lundi sa vision de la diplomatie française et de ses priorités.**

Quelque 200 diplomates français se retrouvent à Paris pour la grand-messe annuelle de «la Conférence des ambassadeurs», qui s'ouvrira avec une allocution de M. Hollande et s'achèvera mercredi avec un discours de son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius. Guerre civile en Syrie, nucléaire iranien, ou situation au Mali, les dossiers brûlants ne manquent pas, sur lesquels le président français, aux commandes depuis un peu plus de trois mois, est attendu.

Hier samedi, quinze parlementaires de sa majorité socialiste lui ont aussi demandé de préciser sa «vision du futur» de l'Europe afin de «créer l'adhésion».

Concernant la Syrie, l'opposition de droite a fustigé un immobilisme du chef de l'Etat, le comparant à l'activisme de son prédécesseur Nicolas Sarkozy, qui avait abouti à la guerre en Libye en 2011.

Tout en se montrant critiques sur cette dernière — «une opération d'émotion, bâclée, sans

finesse», selon l'universitaire Bertrand Badie, spécialiste des relations internationales —, des experts notent, eux aussi, «un certain attentisme» de la nouvelle diplomatie française. «La Syrie, c'est évidemment très compliqué. Mais on aurait pu espérer que la France profite de la présidence tournante du Conseil de sécurité de l'ONU au mois d'août pour prendre des initiatives. En lieu de quoi, on a eu des commentaires, des déclarations de principe, et on a concentré le tir sur l'humanitaire», déplore Didier Billion de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

L'attitude de Paris convient cependant à Washington, rétorque Justin Vaïsse, du centre de réflexion américain Brookings Institution. «Jouer les va-t-en guerre maintenant serait mauvais pour Barack Obama», souligne le chercheur.

«Il y a une convergence très grande» entre Paris et Washington sur la Syrie, mais aussi et surtout sur l'Iran, ajoute M. Vaïsse, soulignant que dans ce dossier, «la France reste très ferme, mais sans aller au-delà de la position américaine».

Paris semble un peu plus présente sur le dossier du Mali, dont le Nord est contrôlé depuis près de cinq mois par des groupes islamistes et où une intervention de troupes afri-

caines est envisagée. Laurent Fabius a entrepris fin juillet une tournée au Niger, au Burkina Faso, au Sénégal et au Tchad, centrée sur la question malienne. Il avait aussi évoqué le dossier au cours d'une visite à Alger au début de ce même mois. Au plan bilatéral, les liens ont été renoués avec la Turquie après l'abandon provisoire d'une loi punissant la négation du génocide arménien, qui avait entraîné sous Nicolas Sarkozy une crise sans précédent entre les deux pays. Les crispations avec le pays symbole du «printemps arabe», la Tunisie, provoquées par le soutien sans faille de Paris à l'ancien régime de Ben Ali, se sont apaisées et le président tunisien Moncef Marzouki a effectué en juillet une visite d'Etat en France.

Pour Bertrand Badie cependant, «on ne change pas de politique étrangère comme ça du jour au lendemain». Il prédit que «la diplomatie sarkozienne sera réajustée, atténuée, sans doute moins cassante». Mais «François Hollande est encore hésitant», constate-t-il lui aussi.

«Il n'y a pas de réelle doctrine. La difficulté qu'a la France aujourd'hui, indépendamment des locataires du Quai d'Orsay et de la qualité de l'appareil diplomatique, c'est qu'elle a du mal à retrouver une ligne tout à fait cohérente», résume Didier Billion.

### YÉMEN

## Un ministre échappe à une tentative d'assassinat

Le ministre yéménite des Transports, Waëd Abdallah Bathib, a échappé hier samedi à une tentative d'assassinat quand son convoi a été la cible de tirs à Aden, principale ville du sud du Yémen, a annoncé un proche à l'AFP.

«Des hommes armés inconnus ont ouvert le feu sur le convoi du ministre» qui revenait d'une visite d'inspection à l'aéroport d'Aden, a expliqué ce proche sous le couvert de l'anonymat, précisant que les agresseurs avaient pris la fuite.

Membre du bureau politique du Parti socialiste yéménite, un parti qui s'était opposé au président déchu Ali Abdallah Saleh, M. Bathib avait déjà échappé à deux tentatives d'assassinat à Sanaa ces derniers mois.

Les attaques sont fréquentes dans le sud du Yémen, où sévissent des militants d'Al-Qaïda mais aussi des séparatistes réclamant une plus grande autonomie pour cette région qui a été indépendante jusqu'en 1990.